

Au Pakistan, la lutte quotidienne des habitants contre les périls climatiques : inondations à répétition, crises alimentaires et canicules

Le Monde a pu se rendre dans les zones particulièrement affectées par les inondations massives de 2022. La population, qu'elle ait fui vers les bidonvilles de Karachi ou qu'elle tente de survivre sur place, continue à payer le terrible prix de dérèglements climatiques dont elle n'est en rien responsable.

Mathilde Gérard, *Le Monde*, 06/04/2025

https://www.lemonde.fr/planete/article/2025/04/06/au-pakistan-la-lutte-quotidienne-des-habitants-contre-les-perils-climatiques-inondations-a-repetition-crisis-alimentaires-et-canicules_6591860_3244.html

Dans un paysage gris et beige, les principales touches de couleur sont apportées par les tas de débris en plastique triés par des groupes d'enfants. A l'entrée de la mégapole pakistanaise de Karachi, le long d'une piste poussiéreuse, sur 17 km, des tentes et des maisons de fortune abritent plus de 150 000 personnes. La plupart ont fui les campagnes du Sind, du Baloutchistan, du Pendjab, échappant aux inondations à répétition, aux terres devenues infertiles ou à la pêche qui s'est raréfiée, pour se presser à Sindhabad, ce bidonville situé en bordure d'autoroute. Au gré des grandes submersions qui ont jalonné ces dernières années (2010, 2011, 2020, et surtout 2022), Sindhabad s'est étalé, grignotant de nouveaux kilomètres. Après l'été 2022, quand des pluies sans précédent se sont abattues sur la région, de nouveaux réfugiés climatiques sont venus allonger le campement de près de 7 km supplémentaires.

Sikander et Ajeeba Ali avec quatre de leurs sept fils et leurs trois filles. La famille a construit une maison dans le bidonville de Sindhabad, à l'entrée de Karachi. Au Pakistan, le 6 février 2025.

Originaires du district rural de Dadu, Sikander et Ajeeba Ali avaient déjà fui des inondations en 2010 pour s'installer à l'entrée de Karachi. Retournée un an plus tard à la campagne, la famille n'a jamais eu assez d'argent pour reconstruire une maison en dur. « En 2022, on vivait dans un abri de fortune, qui n'a pas tenu face aux pluies. On a eu une nuit pour évacuer tout le village », raconte Sikander. Après plusieurs jours d'errance sur les routes, le couple est revenu à Sindhabad, avec ses 7 fils et ses 3 filles. Deux ans et demi plus tard, ils ne se voient plus en bouger, malgré les conditions précaires.

A la campagne, Sikander et Ajeeba travaillaient tous deux comme ouvriers agricoles dans les champs. A Karachi, Sikander est employé dans un hôtel et gagne entre 500 et 1 000 roupies par jour (de 1,60 à 3,20 €). « Ici, on est plus indépendants et on a un toit au-dessus de nos têtes. Pour nos enfants, c'est mieux. » Aucun de ces derniers n'est pourtant scolarisé, mais ce bidonville à l'entrée de la gigantesque ville de 25 millions d'habitants, où la famille a pu construire une maison en parpaing, leur semble malgré tout offrir plus de perspectives que la campagne, où le servage est toujours de mise et où le couple était écrasé par les dettes.

Il y a deux ans et demi, un déluge avait englouti un tiers du Pakistan, un « carnage climatique », selon les termes du secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, rentré sidéré de son déplacement dans les zones sinistrées en septembre 2022. Aujourd'hui, il n'en reste guère de signes visibles, hormis des pylônes électriques couchés par la force des flots et quelques marques sur les bâtiments. Mais la catastrophe, qui a fait au moins 1 700 morts, dont un tiers d'enfants - un chiffre probablement sous-estimé, ne tenant pas compte des maladies mortelles qui ont atteint leur pic dans les mois qui ont suivi -, et déplacé plus de 8 millions de personnes, a durablement marqué les habitants de la province méridionale du Sind, de loin la plus touchée. Jamais le pays n'avait subi, sur une aussi large frange de son territoire, des pluies d'une telle intensité : il était tombé, en quelques jours d'août, 6 à 7 fois les quantités d'eau habituellement reçues par la province lors des moussons, faisant déborder toutes les capacités des retenues d'eau.

Selon la Banque mondiale, le cataclysme a fait progresser la pauvreté de 3 à 4 points dans le pays, particulièrement dans les zones rurales, où l'accès à des services essentiels comme l'école, l'eau ou l'assainissement reste très inégal. De quoi entraver le développement du Pakistan, qui cumule les périls climatiques : des températures extrêmes l'été, qui peuvent dépasser les 50°C, appelées à s'intensifier ; une aridification de la région et des moussons devenues imprévisibles ; le risque de rupture des glaciers de l'Himalaya ; ainsi qu'une forte exposition des régions côtières à la montée du niveau de la mer et à la salinisation des sols. « Le Sind est déjà une des régions du monde les plus chaudes si on considère l'indice de chaleur, combinant température et humidité, explique Fahad Saeed, chercheur au sein de

l'institut *Climate Analytics*. La dynamique du réchauffement climatique va aussi perturber le régime de précipitations sur cette région traditionnellement aride. »

Malnutrition aiguë

Pour les populations, les conséquences sont majeures : baisse des rendements agricoles et de la pêche, inflation, hausse de l'insécurité alimentaire, déplacements ... « *Les habitants du Sind paient un prix disproportionné au réchauffement climatique, auquel ils n'ont quasiment pas contribué* », fait valoir F. Saeed.

Wazira Rashid et ses 2 fils partagent une unique pièce avec son beau-frère et sa belle-sœur. A Budho Talpur (district de Sujawal), au Pakistan, le 4 février 2025.

Wazira Rashid et son fils Delbar, atteint de malnutrition aiguë sévère. La famille partage une maison d'une unique pièce avec le beau-frère de Wazira et son épouse. Dans le village de Budho Talpur, au Pakistan, le 4 février 2025.

A 130 km de l'entrée de Karachi, à Budho Talpur, dans le district de Sujawal, Wazira Rashid s'inquiète : son fils Delbar, âgé de 2 ans, présente des signes de malnutrition aiguë sévère depuis de fortes fièvres qui l'ont déshydraté. Cela fait déjà quelques semaines qu'il est traité avec des *Aliments Thérapeutiques Prêts à l'Emploi (ATPE)* fournis avec l'aide de l'Unicef : des pâtes à base d'arachide enrichies en protéines, oléagineux et micronutriments. L'enfant et sa famille partagent une modeste maison en torchis d'une unique pièce avec son oncle et sa tante. Cette dernière prépare le repas et épluche oignons et carottes directement sur son charpoy, le traditionnel lit tressé. « *Tout coûte de plus en plus cher. Un kilo de tomates nous revient entre 50 et 60 roupies, et mon mari ne gagne pas plus de 500 roupies comme serveur. Du coup, notre aliment de base, c'est la pomme de terre* », confie Wazira.

Les inondations de 2022 ont détruit plus de 200 000 ha de terres agricoles du Sind et tué une grande partie du bétail, faisant grimper le prix des denrées alimentaires et restreignant le pouvoir d'achat des familles. Selon l'Unicef, le Pakistan figure au 9^{ème} rang des pays comptant le plus grand nombre d'enfants de moins de 5 ans qui souffrent de pauvreté alimentaire (12,9 millions), c'est-à-dire nourris avec seulement deux groupes d'aliments ou moins, sur les huit recommandés pour bien grandir.

Conséquence de cette faible diversité, la crise alimentaire prend des proportions alarmantes dans le Sind. Un quart des enfants de la province souffre de malnutrition aiguë, et, parmi eux, près de 40% en sont atteints de la version la plus sévère, nécessitant un traitement quotidien. Dans les campagnes, le nombre d'enfants aux cheveux roussis est d'ailleurs un des signes visibles de graves carences alimentaires.

A Raheem Jo Dero, dans le district de Dadu, des équipes mobiles de santé, soutenues par l'Unicef, sensibilisent les mères de famille à l'importance de la nutrition pour leurs enfants, le 3 février 2025.

Dans le district de Dadu, à Raheem Jo Dero, la petite Maira Riaz Hafiza souffre de malnutrition aiguë sévère. A 20 mois, l'enfant ne marche pas, et ses frêles jambes parviennent à peine à la faire tenir debout. S'il n'y avait pas les mains de sa mère pour la soutenir, elle ne réussirait pas à se lever. Sur le bracelet de mesure coloré utilisé au niveau des bras pour évaluer le statut nutritionnel des enfants, Maira apparaît toujours dans le rouge, signe qu'elle doit poursuivre le traitement. Ici, les sachets d'ATPE distribués sont encore siglés *Usaid*, l'agence d'aide américaine démantelée par l'administration de Donald Trump. Mais cette aide étant à l'arrêt, les équipes devront se tourner, d'ici à juin, vers d'autres fournisseurs.

Eau contaminée par la bactérie « E. coli »

Comme beaucoup d'enfants, Maira a perdu du poids après un épisode de diarrhée. Dans des communautés qui n'ont pas l'accès à l'eau courante, où les sanitaires se résument à des trous dans la terre, les maladies diarrhéiques sont un des catalyseurs de la malnutrition. C'est pourquoi les interventions d'aide ne peuvent se contenter de fournir aliments et traitements et doivent être plus globales. A Budho Talpur, où les familles devaient parcourir 15 km pour un accès à l'eau, l'Unicef a ainsi aidé à financer un puits, accessible à une vingtaine de familles. Mais la tâche reste immense : la Banque mondiale déplore une « *absence quasi totale d'investissement public [au Pakistan] dans la fourniture d'eau potable et d'assainissement* » et souligne qu'entre un tiers et la moitié de l'eau bue dans le pays est contaminée à la source par la bactérie *E. coli*.

« *L'assainissement est un des secteurs-clés dans lesquels il faut investir beaucoup plus*, reconnaît Muhammad Qasim, secrétaire du Parlement du Sind et membre du parti au pouvoir, le Parti populaire

pakistanaïs. *Nous avons mis de l'argent pour reconstruire les routes, mais, pour l'accès à l'eau potable, nous manquons de planification, d'exécution et de ressources financières. Or, il va nous falloir une refonte complète des infrastructures. »*

Le village de Baid (district de Dadu), au Pakistan, le 3 février 2025. Le district a été l'un des plus touchés par les inondations meurtrières d'août 2022.

Examen d'un enfant dans le centre de santé de l'Unicef, à Baid, au Pakistan, le 3 février 2025.

Le district de Dadu a fait partie des plus touchés par les submersions de 2022. L'Unicef y gère un centre de santé, à Baid, qui reçoit une centaine de patients par jour, principalement des mères accompagnant leurs enfants. Dans le bâtiment, sous les eaux il y a deux ans, la submersion a laissé des traces d'humidité au mur. Norina Rahib, la trentaine, venue consulter ce jour-là, vit toujours sous une tente, dans un camp de déplacés à une trentaine de minutes de son village d'origine. Des conditions précaires, qui expliquent les diarrhées dont souffre son bébé.

Fatalisme mêlé de machisme

La vulnérabilité des femmes est un autre accélérateur de la malnutrition. Quand on l'interroge sur les raisons de la forte prévalence du fléau dans la région, la **jeune docteure Erum Hayat, intervenante au centre de santé de Baid**, n'hésite pas une seconde : « Male dominancy » (« la domination masculine »), lance-t-elle sans sourciller devant ses collègues masculins. « *Ce sont les femmes qui font la plupart du travail, dans la maison et à l'extérieur de la maison. Ce sont elles qui se privent, avec des conséquences sur la santé des enfants. »*

La famille Khan, originaire du Pendjab, dans son abri du bidonville de Sindhabad, à l'entrée de Karachi, au Pakistan, le 6 février 2025.

Dans la région, les femmes sont majoritaires à 65% dans le travail dans les champs, mais les structures patriarcales restent prédominantes. Rencontrée dans le bidonville de Sindhabad, la famille Khan, qui a fui le Pendjab après les inondations, en témoigne : « *je préfère qu'on saute des repas, plutôt que ma femme ou mes deux filles [âgées de 10 et 16 ans] sortent travailler* », explique **Allah Baksh Kehar Khan**. Avant, les 2 époux travaillaient dans les champs. Depuis leur arrivée à Karachi, seul le mari gagne sa vie en vendant des vêtements récupérés dans les décharges (touchant environ 1,50 €/j).

Un fatalisme mêlé de machisme qui reste très prégnant et s'explique en partie par l'expérience du servage par ces familles, nourrissant l'idée que le travail rend dépendant. De fait, comme beaucoup à Sindhabad, la famille Khan a autant fui les inondations à répétition que les dettes. Dans son village d'origine, le couple doit 600 000 roupies aux propriétaires des terres qu'il cultivait. Lorsque les pluies destructrices sont survenues, fin août 2022, les cultures d'été étaient sur le point d'être récoltées, et les propriétaires ont imputé une partie des pertes aux ouvriers. L'endettement a d'autant grimpé que les cultures suivantes n'ont pu être semées, faisant perdre une année complète de revenus.

« Un cycle d'endettement »

« *C'est un système féodal, où les propriétaires accordent des semences, des engrais et du matériel aux ouvriers, que ces derniers doivent ensuite rembourser après les récoltes*, décrit **Laura Mills, chercheuse à Amnesty International**, qui a enquêté sur les populations marginalisées au Pakistan face au réchauffement climatique. *Cela alimente un cycle d'endettement, rendant impossible de construire la moindre richesse. »*

L'école ouverte par l'Unicef à Budho Talpur (district de Sujawal) accueille 40 filles âgées de 7 ans à 13 ans. Au Pakistan, le 3 février 2025.

A l'école ouverte par l'Unicef à Budho Talpur, au Pakistan, le 3 février 2025.

Pour casser ce cycle, les organisations internationales font valoir que l'émancipation viendra de la scolarisation des enfants et notamment des filles. Avec l'**organisation Care**, l'Unicef a ouvert, fin 2024, une école à Budho Talpur, y scolarisant 40 filles, âgées de 7 ans à 13 ans. Elles y apprennent l'anglais, le sindhi (la principale langue parlée dans la province), les sciences, mais aussi à protéger leur intimité. Ce jour-là, les jeunes filles évoquent leurs ambitions : devenir institutrice, policière, médecin... Aucune ne souhaite travailler dans les champs. Mais pour ces filles qui nourrissent des rêves, combien d'autres ne se voient offrir aucune perspective ?

« On redoute de se retrouver sous l'eau »

Au Pakistan, 44% des enfants de 5 ans à 16 ans ne sont pas scolarisés, une part qui place le pays parmi les derniers d'Asie du Sud (hors Afghanistan) en matière de scolarisation. Beaucoup de familles ne ressentent pas la nécessité d'envoyer les enfants à l'école et préfèrent leur faire gagner quelques roupies aux champs. Les organisations constatent aussi que les mariages de mineures, bien qu'officiellement interdits, restent pratiqués, et des pics sont constatés après chaque épisode de mousson.

« Lorsqu'il y a des fermetures temporaires d'écoles, comme cela a été le cas pendant la pandémie de Covid-19 ou après des épisodes d'inondation, il y a de forts risques que les enfants, particulièrement les filles, n'y retournent jamais », fait valoir **L. Mills**. *« On estime qu'environ 2 000 écoles n'ont pas rouvert depuis les inondations, détaille Muhammad Qasim, contre 22 000 établissements fermés juste après la catastrophe. Mais, ces deux dernières années, on a recruté 63 000 enseignants, et nous faisons beaucoup d'efforts pour réhabiliter les infrastructures. Il ne devrait plus y avoir d'excuses pour les parents qui n'envoient pas leurs enfants à l'école. »*

Une famille devant sa maison à Shakh Qurhio Bandari (district de Badin), au Pakistan, le 5 février 2025.

Un champ touché par la salinisation, dans le district de Badin, au Pakistan, le 5 février 2025.

Le défi reste pourtant entier dans des campagnes où les familles peinent à survivre, avec des sources de revenus fragilisées par le réchauffement climatique. Dans les districts proches de la côte, comme celui de Badin, le péril vient surtout de la salinisation des terres. Au bout d'une piste qui longe les lacs du delta de l'Indus, où les embouteillages sont provoqués par les troupeaux de buffles, le **village de Shakh Qurhio Bandari** voit sa communauté profondément bouleversée. *« Ici, nous avons, jusque dans les années 1990, des terres particulièrement fertiles, réputées pour la culture du riz rouge »,* témoigne **Sajan Ali**, un **agriculteur** et **pêcheur**. Lors de la saison des pluies, les terres recevaient l'eau de l'Indus, grâce à un système d'irrigation issu de la période coloniale.

Mais la construction d'un imposant ouvrage dans les années 1990, le **Left Bank Outfall Drain (LBOD)**, a changé la donne pour ces villages. Ce canal destiné à drainer les terres, qui a bénéficié du soutien de la Banque mondiale, a complètement modifié les flux hydriques dans la région, laissant les terres exposées aux intrusions salines de plus en plus pressantes depuis la mer d'Oman. *« Avant, l'eau du fleuve Indus permettait de repousser l'eau de la mer, ce n'est plus le cas aujourd'hui »,* regrette **S. Ali**, qui a dû réduire ses terres cultivées de 2 à 0,4 ha. De cultivateurs, les villageois se sont reconvertis en pêcheurs, travaillant selon les saisons en mer ou dans les rivières.

Dans le village Shakh Qurhio Bandari, les terres ne sont plus fertiles et les habitants se sont convertis à la pêche. Une femme nettoie des poissons attrapés dans la rivière. Au Pakistan, le 5 février 2025.

Dans le village Shakh Qurhio Bandari, les poissons attrapés dans la rivière ne mesurent que quelques centimètres. Au Pakistan, le 5 février 2025.

A Badin, tous conviennent que le canal **LBOD**, construit à l'origine pour pallier les problèmes d'aridité de la région, a été mal conçu. Après des protestations de l'Inde, accusant le **LBOD** de déverser des eaux contaminées dans ses lacs, le Pakistan en avait revu la structure pour que les eaux saumâtres se déversent ... dans ses propres districts. *« Le LBOD était censé nous apporter une solution, il a aggravé le problème »,* dénonce avec colère un autre villageois, **Ahmad Khan**.

« Le débat sur le LBOD est houleux, mais il faut qu'on corrige les défauts de cet ouvrage, initialement conçu pour recevoir moins d'eau », admet **Muhammad Qasim**, qui assure qu'une phase de consultation est en cours pour rectifier les effets négatifs de cette infrastructure sensible, gardée par des paramilitaires, et qui ne peut être photographiée. Les populations locales, elles, soulignent que la survie de leur village est en jeu. *« Avant, nous étions fiers de vivre ici. Mais, désormais, beaucoup de familles migrent, et on redoute à l'avenir de se retrouver sous l'eau »,* ajoute **S. Ali**.

« Une pièce en dur »

La catastrophe de 2022 a braqué les projecteurs sur la nécessité pour le Pakistan d'anticiper ces multiples bouleversements climatiques. Lors de la conférence sur le climat de 2022 en Égypte, quelques semaines après les terribles moussons, le pays a été l'un des fers de lance de la mise en place d'un fonds « pertes et

dommages », pour permettre aux nations vulnérables de faire face aux dégâts irréversibles causés par le réchauffement climatique. En attendant que ce fonds soit effectif, une conférence de financement à Genève, en 2023, a levé 10 milliards \$ (9 milliards €) d'engagements pour le Pakistan, mais la majorité de cette somme a été accordée sous forme de prêts.

« Le Pakistan est responsable de moins de 1% des émissions de gaz à effet de serre et ne devrait pas recevoir des prêts, qui vont devoir être remboursés par les populations sous forme de taxes injustes, mais des subventions et des aides », plaide Ahmad Rafay Alam, avocat spécialisé dans l'environnement et membre du bureau de l'organisation South Asians for Human Rights. Selon les conclusions préliminaires d'une mission menée par cette association pour évaluer la réponse aux inondations dans le Sind, les prêts accordés *« vont créer de la vulnérabilité économique (...) alors que le fonds pertes et dommages fournirait un mécanisme financier plus équitable ».*

Avec ces prêts, dont 950 millions € de la Banque mondiale, la province du Sind a lancé un des plus grands programmes de reconstruction de maisons au monde, projetant de livrer 2,1 millions de logements à des familles dont l'habitat a été détruit ou endommagé en 2022. Selon l'entité chargée de cet effort, le Sindh People's Housing for Flood Affectees (SPHF), 350 000 logements ont été construits, et les fondations de 590 000 autres ont été posées. Particularité : les titres de propriété sont accordés en premier lieu aux femmes. *« Ce doit être un outil d'émancipation pour les femmes. Beaucoup ont ouvert leur premier compte en banque avec ce programme et ont appris les bases de la maçonnerie pour participer elles-mêmes aux travaux », défend Malik Najaf Khan, chef des opérations du SPHF.*

Maquette d'une des constructions que finance le Sindh People's Housing for Flood Affectees (SPHF), qui veut fournir 2,1 millions de logements résistants aux inondations. Au siège du SPHF, à Karachi, le 7 février 2025.

Ce programme ambitieux suscite aussi quelques réserves. Car, en guise de maison, il faut comprendre plutôt une unité de base, soit une pièce construite en dur et surélevée, mais ne comprenant ni sanitaires ni cuisine. *« Ce sont des cubes surélevés, on ne peut pas appeler ça une structure durable »,* nuance l'avocat A. R. Alam, pour qui les sommes allouées sont insuffisantes pour construire un logement décent.

« Souvent, les familles gardent aussi leur maison en torchis à côté, mais avoir une pièce en dur, cela permet déjà de s'abriter et de protéger ses affaires en cas d'inondation, justifie M. Khan. Il y a des critiques, mais on procède par étapes. Pour des sanitaires, il faut être raccordé à l'eau, et nous allons y travailler à l'échelle des villages. » Une étape pour laquelle il manque, pour l'heure, le recensement précis des besoins et les financements. Dans la présentation numérique de ses activités, le SPHF figure cet objectif sous la forme d'une visualisation 3D très léchée d'un village idéal de maisons colorées, aux ruelles pavées et immaculées, bordées d'une végétation luxuriante. Loin, très loin, de la réalité des communautés du Sind.